



**M. Laurent NUÑEZ**  
Ministre de l'Intérieur  
Place Beauvau  
75800 Paris

Montreuil, le 26 février 2026

Monsieur le Ministre,

Comme chaque année, nous organisons à l'occasion du 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, des manifestations dans toute la France. Ces manifestations organisées par les syndicats et associations féministes sont toujours pacifiques. Cependant, depuis plusieurs années elles sont perturbées par la participation de « Némésis », collectif féminin d'extrême droite. « Némésis » ne partage absolument pas les revendications du mouvement féministe, notamment en matière de droit à l'avortement. Au contraire, « Némésis » cherche à instrumentaliser la mobilisation des femmes au service d'objectifs racistes, prétendant que les violences sexistes et sexuelles seraient d'abord le fait d'hommes racisés ou de confession musulmane alors que, comme les statistiques de votre ministère l'indiquent, elles sont dans tous les milieux sociaux, toutes les nationalités et toutes les religions.

« Némésis » a tenté de perturber chacune de nos manifestations depuis 2019 : s'infiltrer dans nos cortèges avec de fausses pancartes, puis dévoiler leurs slogans racistes et se victimiser ensuite sur les réseaux sociaux et dans les médias détenus par Vincent Bolloré. A chaque fois, les quelques activistes de Némésis sont protégées par plusieurs dizaines d'hommes, militants de groupuscules d'extrême droite, formés à l'action violente et prêts à en découdre. Leur présence aux abords de nos cortèges et leurs tentatives d'intrusions que ce soit à Lyon, Paris, Tours, Strasbourg, Toulouse ou Nice créent à chaque fois la peur et l'incompréhension parmi les manifestant·es et mettent en danger la sécurité des manifestations. C'est le cas lors de nos manifestations à l'occasion du 25 novembre, du 8 mars, mais aussi lors des meetings que nous avons organisés ou auxquels nous avons participé contre l'extrême droite durant la campagne des élections législatives de 2024.

.../...

Nous avons condamné le drame de Lyon et nous souhaitons que les manifestations féministes du 8 mars puissent se tenir sereinement. Nous vous demandons donc, Monsieur le Ministre, de prévenir tout incident violent en interdisant la présence de Némésis dans et aux abords de nos manifestations. Si ce collectif souhaite défiler, qu'il organise ses propres initiatives ailleurs au lieu de venir saboter les nôtres.

Convaincu-es, Monsieur le Ministre, que vous prendrez toutes les dispositions pour nous permettre d'exercer sereinement notre droit à manifester, nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Ana Azaria, porte-parole de Femmes Egalité.

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT.

Françoise Brié, pour l'association Women Without Violence.

Caroline Chevé, secrétaire générale de la FSU.

Sarah Durocher, porte-parole du Planning Familial.

Laurent Escure, secrétaire général de l'UNSA.

Murielle Guilbert et Julie Ferua, co-porte-parole de Solidaires.

Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT.

Céline Piques, porte-parole d'Osez le Féminisme.

Youlie Yamamoto, porte-parole d'Attac.

Suzy Rojzman, porte-parole du CNDF.